



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Est

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché de service

Consultation n° 2024SGAMI57028

**Prestations d'exploitation et de maintenance multitechniques des
installations des Hôtels de Police de Strasbourg (67)
et Mulhouse (68)**

Procédure d'appel d'offre ouvert

SOMMAIRE

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET.....	4
1.2 ALLOTISSEMENT.....	4
1.3 LIEU D'EXÉCUTION.....	4
1.4 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
1.5 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	5
1.6 INTERVENANTS.....	5
1.6.1 Maître d'ouvrage.....	5
1.6.2 Personne publique chargée du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.....	5
1.6.3 Contact sur site.....	5
1.7 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
1.8 CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	6
2 PIÈCES CONTRACTUELLES.....	7
3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES.....	7
4 DISPOSITIONS SOCIALES.....	8
5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
5.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES.....	10
5.2 TITULAIRE ETRANGER.....	11
5.3 CO-TRAITANCE.....	11
5.4 SOUS-TRAITANT.....	11
5.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG.....	12
5.6 COMPUTATION DES DÉLAIS.....	12
5.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS.....	13
5.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	13
5.8.1 Obligation de confidentialité.....	13
5.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site.....	14
5.9 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	15
5.10 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	16
5.11 OBLIGATION DE RÉSULTATS.....	16
5.12 OBLIGATION DE CONSEIL.....	16
5.13 OBLIGATION D'INFORMATION.....	17
6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	17
6.1 GÉNÉRALITÉS.....	17
6.2 ACCEPTATION DU NOUVEAU TITULAIRE EN FIN D'ACCORD-CADRE.....	17
6.3 DÉCLENCHEMENT DES PRESTATIONS ET PROPOSITIONS D'INTERVENTION.....	17
6.4 DÉLAI D'INTERVENTION.....	19
6.5 EFFECTIFS.....	19
6.6 FORMATION DU PERSONNEL.....	20
6.7 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET QUALITÉ DES TRAVAUX.....	20
6.8 DÉLAI D'EXÉCUTION ET DURÉE DE VALIDITÉ DES COMMANDES.....	20
6.9 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION.....	20
6.10 REMISE DES ÉQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ/DÉMOBILISATION.....	21
6.11 EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	21
6.12 LIMITE D'EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE.....	21
7 CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	21

7.1 CONTRÔLE DES PRESTATIONS.....	21
7.2 DÉCISION APRÈS VÉRIFICATIONS.....	22
8 RÉGIME FINANCIER.....	22
8.1 FORME DES PRIX.....	22
8.2 PIÈCES INCLUS AU FORFAIT.....	22
8.3 RÉVISION DES PRIX.....	23
8.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	24
8.5 AVANCE.....	24
8.6 CESSIION OU NANTISSEMENT.....	25
9 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	25
9.1 PRÉSENTATION DES FACTURES.....	25
9.2 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	27
9.3 PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	27
9.4 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	27
10 PÉNALITÉS.....	27
11 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....	28
12 RÉSILIATION.....	28
13 MÉDIATION.....	29
14 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES.....	29
15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	30
16 DÉROGATIONS.....	30
17 ANNEXES.....	30
ANNEXE 1 : PÉNALITÉS.....	30

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET

Le marché a pour objet l'exploitation et la maintenance multitechniques des installations des Hôtels de Police de Strasbourg (67) et Mulhouse (68).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes.

1.2 ALLOTISSEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le présent fait l'objet d'un allotissement géographique comme suit :

- Lot 1 - Exploitation et maintenance multitechniques des installations de l'HP STRASBOURG
- Lot 2 - Exploitation et maintenance multitechniques des installations de l'HP MULHOUSE

Le marché n'est pas découpé en tranche.

1.3 LIEU D'EXÉCUTION

Lot 1

Hôtel de Police de Strasbourg
34 route de l'Hôpital
67000 STRASBOURG

Lot 2

Hotél de Police de Mulhouse
43 rue de la Mertzau
68100 MULHOUSE

1.4 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION

Il s'agit d'un accord-cadre, passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert, conformément aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire à prix mixtes, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Chaque lot est conclu sans minimum et avec un maximum (forfait + bons de commande) indiqué ci-dessous et pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

LOT	Montant maximum (HT)
Lot 1	1 417 000,00 €
Lot 2	750 000,00 €

1.5 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

1.6 INTERVENANTS

1.6.1 Maître d'ouvrage

Préfecture de la Zone de Défense et de Sécurité Est

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI)
Espace Riberpray – Rue Belle Isle - BP 51064
57036 METZ CEDEX 01

1.6.2 Personne publique chargée du suivi de l'exécution de l'accord-cadre

HP Strasbourg

DIPN 67
SDSO
34 route de l'Hôpital
67000 STRASBOURG

Mail : dipn67-so@interieur.gouv.fr

HP Mulhouse

DIPN 68
SDSO
43 rue de la Mertzau
68100 MULHOUSE

Mail : dipn68-so-finances@interieur.gouv.fr

1.6.3 Contact sur site

HP Strasbourg

Marion BEJEAN
Tel : 03 90 23 12 12
Mail : marion.bejean@interieur.gouv.fr

HP Mulhouse

Monsieur CAILLY Jérôme :
Tel : 03 89 56 88 11
Mail : jerome.cailly@interieur.gouv.fr

Madame DERENDINGER Evelyne :
Tel : 03 69 21 87 82
Mail : evelyne.derendinger@interieur.gouv.fr

Madame GARNES Corine :
Tel : 03 89 56 88 10
Mail : corine.garnes@interieur.gouv.fr

1.7 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord cadre est conclu à partir de sa date de notification pour une durée ferme de deux (2) ans, reconductible tacitement deux (2) fois un (1) an.

En application de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, les titulaires ne pourront pas refuser les reconductions.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au(x) titulaire(s) au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification du marché concerné.

Cette décision n'a pas à être motivée et ne donne lieu à aucune indemnisation.

Si à l'expiration de l'accord-cadre, un nouveau titulaire n'était pas désigné, ou que la mise en place du marché ultérieur n'est pas encore effective, le prestataire pourra être tenu de poursuivre l'exécution de ses prestations dans les mêmes conditions pour une durée qui ne saurait en tout état de cause excéder six (6) mois, sur simple ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur.

En cas de fermeture définitive de la structure par décision ministérielle dans le cadre de réorganisations de l'État, le marché sera résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnité.

1.8 CLAUSE DE RÉEXAMEN

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Conformément à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, le montant de la modification pour cause de circonstance imprévue ne peut excéder 50 % du montant du marché initial.

Par ailleurs, le patrimoine du Pouvoir Adjudicateur est susceptible d'évoluer au cours de l'exécution du présent marché. Aussi, dans le respect des dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'accord-cadre pourra être modifié durant toute la durée de son exécution :

- par voie d'avenant pour les modifications avec incidence financière.
- par ordre de service pour les modifications sans incidence financière.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à l'ajout ou la suppression d'installations/bâtiments en cours de marché.

2 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1), et ses annexes financières (BPU + DPGF pour chaque lot) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Pénalités
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), par lot et ses annexes :

Lot 1 - Strasbourg	Lot 2 - Mulhouse
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Annexe 1 : RDTs ; ➤ Annexe 2 : Gamme de maintenance minimale ; ➤ Annexe 3 : Reporting annuel d'exploitation. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Annexe 1 : RDTs ; ➤ Annexe 2 : Gamme de maintenance minimale ; ➤ Annexe 3 : Opérations de maintenances spécifique ; ➤ Annexe 4 : Reporting annuel d'exploitation.

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance, et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de l'administration, font foi.

3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de gestion des déchets, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions contenues dans son offre et à mettre tout en œuvre pour répondre aux objectifs qui y sont fixés.

Ces règles lui sont applicables dès signature du marché, et il est responsable du respect de celles-ci par ses éventuels sous-traitants.

4 DISPOSITIONS SOCIALES

Le marché comporte une clause d'insertion sociale.

Le SGAMI, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés :

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes, éloignées de l'emploi, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif d'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP EMPLOI, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Ces personnes doivent auparavant être obligatoirement validées, avant toute prise d'emploi, par les facilitateurs :

Lot 1 : Relais 2D / Relais Chantiers

Lot 2 : LA MEF – Mulhouse Sud Alsace

Les modalités de mise en œuvre :

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1^{re} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une d'entreprise d'insertion, ESAT, EA
- 2^e modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de

travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire)

- 3^e modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire.

Le dispositif d'accompagnement des entreprises :

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, un dispositif d'accompagnement a été mis en place.

Les entreprises sont invitées à prendre contact avec :

- Lot 1 – HP Strasbourg :

Relais 2D / Relais Chantiers 21b Avenue du Neuhof 67100 Strasbourg 03 88 23 32 80		
Gilles Grosclaude 06 12 43 91 73 ggrosclaude@relais2d.eu	Olivier Wendling 03 88 23 32 82 owendling@relais2d.eu	Yolène Heideyer 03 88 23 32 83 yheideyer@relais2d.eu

- Lot 2 – HP Mulhouse :

LA MEF – Mulhouse Sud Alsace LA MAISON DU TERRITOIRE 9 avenue Konrad Adenauer 68390 Sausheim	
Sandra BUONO 07 50 75 43 34 clauses@mef-mulhouse.fr	

Les modalités de contrôle :

Il sera procédé, par tout moyen, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du facilitateur, le titulaire fournira, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné ci-dessus, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à ces objectifs.

À l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

Le nombre d'heures d'insertion est de :

Lot 1 – HP Strasbourg : 5h/ 10 000 € HT du cumul de facturation

Lot 2 – HP Mulhouse : 210 h

5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Le titulaire désignera une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour son exécution conformément à l'article 1 du CCTP

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire. Les correspondants principaux (manager du marché ; technicien référent de site) sont ceux prévus dans l'offre du titulaire et approuvé par le pouvoir adjudicateur.

Le remplacement des correspondants principaux sera préalablement soumis à la validation du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au Bureau de la Commande Publique du SGAMI Est, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- au groupement auquel il participe, lorsque ce groupement intéresse l'exécution du marché ;
- à ses coordonnées bancaires.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au RPA toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de difficulté sur le plan judiciaire durant le marché, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les **quinze (15) jours** qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au

jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire.

5.2 TITULAIRE ETRANGER

Outre les dispositions précisées au paragraphe précédent du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

5.3 CO-TRAITANCE

La composition du groupement et son mandataire sont présentées au stade de la remise des offres.

5.4 SOUS-TRAITANT

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Conformément à l'article L.2193-3 alinéa 2 du Code de la Commande Publique, il est utilement précisé que les opérations de maintenances, de niveaux 1 à 3, relevant des domaines du CVC, de la plomberie et sanitaire ainsi que de l'électricité-courants forts ne pourront être sous-traitées.

En vue d'obtenir l'acceptation et l'agrément du sous-traitant, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) précisant :

- Le numéro d'engagement juridique du marché (EJ);
- La nature des prestations sous-traitées (article F de la déclaration) ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé (article E de la déclaration) ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant et les modalités de variation de prix (article G de la déclaration) ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et (article H) ;
- La durée du contrat de sous-traitance (article I).

La déclaration est remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire et accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :

- les capacités professionnelles et/ou références, les effectifs annuels moyens, et le chiffre d'affaire du sous-traitant, sur les trois derniers exercices ;
- un extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;

- la copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- le RIB du sous-traitant.

Il est toutefois précisé que la sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant de 1^{er} rang a droit au paiement direct.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement est possible en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique (CCP) ainsi qu'à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

En application de l'article R.2193-3 du CCP sous peine de suspension de son agrément, le titulaire doit joindre en sus, les informations complémentaires comprises dans la déclaration de sous-traitance (DC4).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

5.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG

Un sous-traitant de second rang doit être déclaré selon les dispositions précitées pour la déclaration d'un sous-traitant.

Le formulaire DC4 peut être utilisé pour la déclaration d'un sous-traitant de second rang, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de 1^{er} rang. Ce formulaire doit être signé par le titulaire du marché, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang qui demande à être agréé.

De plus, l'ensemble des pièces ci-avant listées sont à transmettre avec, en sus, une caution personnelle et solidaire établie par le sous-traitant de 1^{er} rang auprès d'un organisme de crédit, au profit du sous-traitant de second rang garantissant ainsi son paiement, le montant cautionné étant identique au montant sous-traité à ce dernier (TTC).

5.6 COMPUTATION DES DÉLAIS

Sauf mention contraire, tout délai imparti au représentant du pouvoir adjudicateur ou au titulaire, commence à courir à 0h00, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit, le dernier jour du délai.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

5.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Lorsque la notification d'une décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, ce document est notifié au titulaire :

- soit à son adresse indiquée dans le contrat par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ;
- soit directement à lui-même ou à son représentant qualifié. Dans ce cas, la notification est constatée par un reçu ou un émargement donné par l'intéressé ;
- soit par voie dématérialisée :
 - via la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) ;
 - via la messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

L'avis de réception, le reçu ou l'émargement donné par le destinataire font foi de la notification. La date de l'avis de réception ou du récépissé est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

Lorsque la notification est effectuée par le profil d'acheteur, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à l'issue de ce délai.

Il est important que l'adresse électronique communiquée par le candidat (et qui lui sert à s'authentifier sur PLACE) reste valide sur toute la durée du marché et soit accessible à tout moment au sein de l'entreprise afin de pouvoir suivre les demandes de l'acheteur.

5.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

5.8.1 Obligation de confidentialité

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent marché.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer ;
- aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causée lors de l'exécution du présent marché.

La violation de l'obligation de discrétion par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Tous les documents et informations transmis par le pouvoir adjudicateur sont confidentiels. Ils ne pourront être sortis du site ou communiqués à une tierce personne sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur.

La sécurité du site impose des obligations que le titulaire devra respecter impérativement :

- interdiction de sortir un document, une photo ou une vidéo du site ; les plans et DOE seront stockés sur place ;
- obligation de garder confidentielles les informations obtenues sur place ;
- respect du règlement intérieur du centre ;
- sélection et agrément des intervenants par la personne publique.

5.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiqués par l'autorité responsable des lieux.

Avant toute intervention sur site, le Titulaire doit faire agréer son personnel par la Personne Publique dans un délai acceptable vu et convenu avec lui. Il en est de même pour les sous-traitants. L'absence d'agrément entraîne l'exclusion du site du personnel.

Le Titulaire tient tout au long de son marché une liste à jour de l'ensemble de son personnel ainsi que ses sous-traitants. Cette liste indique le nom, prénom de la personne, sa fonction, sa qualification, les titres de formations, et renouvellement, la validation d'accès sur site, immatriculation du véhicule.

Le Titulaire s'engage à faire respecter les règlements intérieurs, de sécurité et d'accès des différents sites auprès de son personnel et de ses sous-traitants.

Les employés des entreprises devront porter de façon visible leur carte professionnelle afin de pouvoir être facilement identifiés.

L'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants. Elle peut amener le titulaire à modifier ses équipes pour permettre l'intervention et ne peut entraîner aucun dédommagement.

Si pour une raison quelconque, un employé devait être remplacé par un autre (maladie, licenciement, etc.) ou s'il devait être fait recours à un intérimaire, la personne publique devra en être avisé dans les meilleurs délais. En aucun cas une personne non autorisée ne pourra pénétrer sur le site.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire. Le non-respect des qualifications entraîne, après mise en demeure, la rupture du marché du fait de la société.

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents. Le responsable du site pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier à l'occasion de visites officielles. Il pourra prescrire le déplacement de matériels ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

5.9 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE (« règlement général sur la protection des données » RGPD).

Pour toute question relative à la protection des données, les parties pourront prendre l'attache du :

- Délégué Ministériel à la Protection des Données (DMPD) – delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr
- et du Correspondant à la protection des données pour la Zone Est - M. Michel GILBERT – michel.gilbert@interieur.gouv.fr

L'ensemble des données transmises dans le cadre de ce marché seront utilisées uniquement dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat.

5.10 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12 ; L.3243-1 à L.3243-2 ; L.3243-4 ; R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Conformément aux articles L.8222-1, L.8222-2, L.8254-5 et L.8222-6 du Code du travail, le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché, les pièces nécessaires attestant de sa régularité fiscale, du respect de ses obligations en matière de travail dissimulé et de la couverture de ses activités par les assurances adaptées.

En cas d'inexactitude ou de défaut de mise à jour des renseignements nécessaires, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues. Le marché peut également être résilié pour faute.

5.11 OBLIGATION DE RÉSULTATS

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ses obligations, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 10 ci-après.

5.12 OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Lors des travaux exécutés par une autre Entreprise sur le site et lorsque les travaux concernent une section technique du présent marché, le Titulaire doit :

- assister et donner un avis à la Personne Publique dans les phases de définition et de préparation des travaux ;
- contrôler la réalisation des travaux et donner des avis à la Personne Publique tout au long de celle-ci ;

- assister la Personne Publique lors de la réception des travaux, en précisant notamment la conformité de ces travaux sur le plan technique, législatif et administratif.

5.13 OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'ordonnateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 GÉNÉRALITÉS

L'absence d'un ou plusieurs membres du personnel, pour quelque raison que ce soit, ne saurait, dispenser le titulaire du marché concerné de garantir la continuité de l'exécution des prestations.

En cas d'indisponibilité d'un membre du personnel quelle qu'en soit la cause, le titulaire procède à son remplacement temporaire de telle sorte que la continuité des prestations est garantie.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de l'arrêt de travail programmé et des mesures qu'il entend prendre pour satisfaire à ses obligations contractuelles. En tant que de besoin, une réunion de travail est organisée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour examiner les mesures prises. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer que la continuité du service n'est plus assurée et de prendre les mesures nécessaires pour rétablir la prestation aux frais exclusifs du titulaire concerné. Ceux-ci viendront dans ce cas s'imputer sur le montant des sommes qui auraient été dues au titulaire du fait de l'exécution normale de ses obligations.

En cas de carence du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires et à en faire supporter le coût au titulaire concerné par réfaction sur les sommes qui auraient été dues du fait de l'exécution normale des prestations.

6.2 ACCEPTATION DU NOUVEAU TITULAIRE EN FIN D'ACCORD-CADRE

Le titulaire doit accepter pendant les trois (3) derniers mois de l'accord-cadre la présence éventuelle du futur titulaire sans rémunération complémentaire et sans modification de ses obligations contractuelles.

6.3 DÉCLENCHEMENT DES PRESTATIONS ET PROPOSITIONS D'INTERVENTION

Les prestations de maintenance forfaitaire feront l'objet d'un bon de commande, après la notification du marché, sur la base des prix figurant dans la DPGF, et débuteront à la date indiquée dans le bon de commande.

Après la notification du marché, le titulaire devra réaliser une visite contradictoire avec le titulaire sortant, ou à défaut, avec la personne publique, avant le début d'exécution des prestations de maintenance, dans les conditions définies à l'article 3.1.2 du CCTP.

Les prestations à prix unitaires (BPU) sont réalisées sur demande expresse de l'administration.

- **Établissement des devis**

L'administration demande l'établissement à titre gratuit d'un devis pour la réalisation de prestations qui correspondent :

- À la fourniture des pièces de rechanges dont le prix unitaire est supérieur à 400 € HT (remise déduite du fournisseur, hors main d'œuvre et équipement de location tel que nacelle, etc). Les prix des prestations non prévues au forfait sont calculés sur la base des prix du bordereau des prix unitaires (annexe de l'acte d'engagement) de l'accord-cadre et lorsque les pièces, ou fournitures requis n'y figurent pas, sur la base du prix des catalogues des constructeurs ;
- Au coût de la main d'œuvre correspondant aux prix horaires contractualisés dans l'annexe à l'acte d'engagement.

Le taux horaire inclus les suggestions et frais (notamment de déplacement).

Le titulaire devra adresser son devis dans un délai maximal de 15 jours à l'issue de la demande de l'administration, ou après constatation de la défaillance de l'équipement.

Pour les interventions urgentes, le devis de régularisation devra être adressé dans un délai maximal de 15 jours à l'issue de l'intervention.

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximum de quatre-vingt-dix (90) jours pour accepter le devis et émettre sa demande. Au-delà de ce délai, le titulaire ne saurait être tenu au maintien de son offre.

Les frais afférents à l'établissement du devis sont à la charge du titulaire. En cas de non confirmation, il n'y a pas lieu à indemnité.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur le meilleur prix sur l'ensemble des pièces détachées et des fournitures remplacées. Les remises appliquées par les constructeurs doivent être répercutées dans le prix payé par l'administration.

Le contenu de la commande est arrêté après échange d'informations entre le titulaire et l'administration dans les conditions définies ci-après.

L'administration adresse au titulaire l'ensemble des éléments lui permettant d'établir le devis (description détaillé de la demande, délai d'intervention souhaité...).

Le devis du titulaire devra faire apparaître :

- la référence de l'équipement concerné ;
- la nature de la défaillance ou du désordre ;
- un diagnostic et cause ;
- le délai d'urgence ;
- la conséquence sur le fonctionnement des équipements et des obligations du Titulaire ;
- les tarifs de fourniture de matériels ;
- le coefficient pour pièces prévu au BPU ;

- le tarif horaire prévu au BPU ;
- le temps prévisionnel prévu pour la prestation ;

Le devis fait l'objet d'un examen contradictoire entre l'administration et le titulaire. Dans ce cadre, l'administration se réserve la faculté de demander au titulaire de compléter ou de corriger son devis, en particulier concernant le périmètre de la prestation et le prix associé.

Afin de permettre la vérification du devis, le titulaire devra communiquer le devis ou la facture fournisseur des pièces faisant l'objet du devis.

L'administration se réserve la faculté de ne pas donner suite à un devis adressé par le titulaire.

Lorsque le devis est accepté par l'administration, un bon de commande est notifié au titulaire.

- **Émission et contenu des bons de commande**

La notification des bons de commande donne lieu à un envoi dématérialisé. Le titulaire doit accuser réception du bon de commande par tout moyen permettant de conférer date certaine à sa réception.

Chaque bon de commande émis indique notamment :

- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro et la date d'émission de la commande ;
- la désignation de la prestation ;
- les quantités, délais et lieux d'exécution ;
- le coût total H.T, le taux de T.V.A et le coût T.T.C de la commande ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- le code du service exécutant.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception du bon de commande pour adresser à l'administration ses éventuelles observations relatives à celui-ci. La formulation de ses observations ne suspend pas l'exécution des prestations commandées. En cas de contestation, seul le bon de commande fait foi.

Dans le cas où le titulaire émettrait des réserves, qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

6.4 DÉLAI D'INTERVENTION

Le délai d'intervention en cas de dépannage est défini au RDTS, annexé au CCTP.

6.5 EFFECTIFS

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations, seront fixés par le titulaire dans le mémoire technique.

Le titulaire devra appliquer la législation en vigueur pour les modes d'organisation qu'il proposera.

6.6 FORMATION DU PERSONNEL

Le personnel intervenant dans le cadre du présent marché devra être qualifié pour la vérification, la maintenance et l'entretien des matériels concernés. Le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire la preuve de la qualification du personnel intervenant.

En outre, chaque personne sera informée par son responsable sur le site, des consignes à respecter.

6.7 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET QUALITÉ DES TRAVAUX

Le titulaire doit fournir tous les matériaux et matériels en respectant les dispositions du CCTP. Avant toute exécution, ces matériaux ou matériels devront être soumis pour agrément définitif au maître d'œuvre (notices, avis techniques, échantillons...) afin de lui permettre de vérifier leur concordance avec les prescriptions du CCTP.

Les travaux doivent être conformes aux stipulations aux prescriptions techniques ainsi qu'à la réglementation en vigueur.

6.8 DÉLAI D'EXÉCUTION ET DURÉE DE VALIDITÉ DES COMMANDES

Les délais d'exécution couvrent la préparation, la réalisation et l'achèvement de toutes les prestations prévues incombant au titulaire.

Les bons de commande émis par la personne publique pourront être notifiés aux titulaires de l'accord-cadre pendant toute la durée de validité de celui-ci. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra être notifié. Toutefois, ils s'exécuteront jusqu'à leur terme dans la limite de six (6) mois après la date de fin de l'accord-cadre.

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande si celui-ci est notifié avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

L'admission est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché.

6.9 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel relatif à l'exécution d'un bon de commande, il doit formuler une demande expresse de report de délai auprès du maître d'ouvrage en exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé. En cas de refus motivé du maître d'ouvrage, il est fait application des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

6.10 REMISE DES ÉQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ/DÉMOBILISATION

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements, est établi 4 mois avant la fin du marché.

Le Titulaire aura obligation de lever l'ensemble des réserves et remarques dans les deux mois suivant la visite contradictoire.

Dans le cas où les réserves et remarques ne seraient pas levées, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant retiendra les 2 derniers mois de facturation de l'ensemble des postes P2 jusqu'à l'apurement des réserves et remarques

L'article 5.9 du CCTP fixe les modalités de réalisation de l'état des lieux.

6.11 EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Dans l'hypothèse où le titulaire ne peut assurer les prestations, il s'engage à les faire exécuter, à ses frais et responsabilités, par une autre société dans les mêmes conditions que celles exprimées dans le présent document.

Cette prestation doit avoir un caractère exceptionnel. La société qui se substitue au titulaire ne pourra prétendre à des indemnités et les sommes qu'elle aura engagées seront directement dues par le titulaire.

En cas de défaillance à l'obligation de résultat née du présent accord-cadre, la personne publique y pourvoira par tous moyens qu'elle jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS sont applicables.

6.12 LIMITE D'EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire du présent accord-cadre ne dispose pas d'une exclusivité pour la réalisation des prestations de maintenance de niveau 5.

L'administration pourra faire appel à un autre prestataire, dès le 1er euro, sans nécessité d'en justifier au titulaire du présent accord-cadre.

7 CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les conditions générales de mise en œuvre sont décrites aux articles 27 à 33 du CCAG-FCS.

7.1 CONTRÔLE DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut contrôler à tout moment la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- le respect des exigences et l'atteinte des résultats définis dans le CCTP ;
- la qualité des prestations exécutées ;
- l'état des installations et locaux entretenus ;
- la qualification et l'effectif du personnel de maintenance ;
- la tenue à jour de la documentation technique.

7.2 DÉCISION APRÈS VÉRIFICATIONS

A la suite des opérations de vérifications, l'acheteur peut prendre des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

Il est rappelé, qu'en application de l'article 9-I de l'arrêté du 12 mars 2020 relatif à la procédure de service fait présumé mise en œuvre par les ordonnateurs de l'Etat, lorsqu'il apparaît postérieurement au paiement que des sommes ont été payées indûment, l'ordonnateur demande au co-contractant de procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur ses prochaines factures adressées à l'administration. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

8 RÉGIME FINANCIER

8.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix mixtes :

- les prix sont forfaitaires pour la prise en charge et les prestations de maintenance P2, telles que définies au CCTP, sur la base des prix de la DPGF ;
- les prix sont unitaires pour les prestations supplémentaires, faisant l'objet d'un bon de commande sur la base des prix du BPU.

Ces prix doivent être établis en euros hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux décimales. Les prix sont ceux indiqués dans le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU), annexé à l'acte d'engagement.

8.2 PIÈCES INCLUS AU FORFAIT

Le remplacement des pièces et accessoires dont le montant unitaire est inférieur à 400,00 € HT (remise déduite du fournisseur, hors main d'œuvre et équipement de location

tel que nacelle, etc) est inclus au prix forfaitaire du marché, et ne donnera par conséquent lieu à aucun supplément.

Le titulaire devra obligatoirement communiquer le devis ou la facture fournisseur des pièces concernées. A défaut, les pièces en question seront considérées comme étant inclus au forfait, et ne pourront donc faire l'objet d'aucun supplément.

8.3 RÉVISION DES PRIX

Le prix des prestations forfaitaires et hors forfait (prix unitaires) sont fermes la première année d'exécution du marché. Les prix du marché sont révisibles, à la demande du titulaire, à chaque date anniversaire de notification du marché, par application des formules ci-dessous.

Le titulaire adressera à la personne publique les révisions de prix, un mois avant leur application, pour validation. A ce titre, le titulaire joindra le détail du calcul du taux de révision, son pourcentage et son coefficient multiplicateur.

L'administration fera connaître son acceptation ou son refus sous quinze (15) jours suivant la date de réception de la révision de prix. Passé ce délai, le silence gardé de l'administration vaudra acceptation de celle-ci.

En cas de refus, les anciens prix sont reconduits jusqu'à réception d'une demande de révision de prix acceptable.

A défaut de réception de la révision de prix, les prix précédents continuent de s'appliquer.

La date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise de l'offre, qui permet de définir le « mois zéro » (MO).

Le coefficient de révision de prix sera arrondi au millième supérieur conformément au CCAG.

- **Formule de révision prix forfaitaire**

$$Pr = Po \times [0,15 + 0,70 \times (ICHT-IME_n / ICHT-IME_o) + 0,15 \times (FSD1_n / FSD1_o)]$$

Pr = Prix révisé de la situation mensuelle H.T

Po = Prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro H.T

Indice n = valeur connue de l'index concerné le mois et le jour de la révision des prix

Indice o = valeur de l'index correspondant au mois d'établissement des prix « mois zéro »

Les index de référence, choisis pour la révision des prix dans le cadre du présent marché sont :

- ➔ ICHT-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (identifiant INSEE 001565183)
- ➔ FSD1 : Frais et services divers – modèle de référence n°1

- **Formule de révision prix hors forfait (révision taux horaire)**

$$THr = THo \times (ICTH-IME_n / ICTH-IME_o)$$

Pr = Prix révisé de la situation mensuelle H.T

Po = Prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro H.T

Index n = valeur connue de l'index concerné le mois et le jour de la révision des prix

Index o = valeur de l'index correspondant au mois d'établissement des prix « mois zéro »

L'index de référence « I », choisi pour la révision des prix dans le cadre du présent marché est :

- ➔ ICTH-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (identifiant INSEE 001565183)

8.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Afin d'éviter les évolutions excessives, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier, sans indemnités, la partie non exécutée de l'accord-cadre si la variation des prix conduit à une hausse des tarifs hors taxe excédant trois (3) % l'an.

Le titulaire doit impérativement informer par écrit le pouvoir adjudicateur de l'évolution de ses prix publics à chaque changement.

8.5 AVANCE

Sous réserve que le titulaire n'y renonce pas expressément dans l'acte d'engagement, une avance égale à cinq (5) % du montant initial du marché ne faisant pas l'objet de sous-traitance, lui sera accordée dans les conditions prévues aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

En l'absence de précision dans l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur considérera que le titulaire accepte l'avance.

Un sous-traitant peut obtenir une avance sur la partie des prestations qu'il exécute dans les mêmes conditions.

Le taux de l'avance est porté à trente (30) % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise selon l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

8.6 CESSIION OU NANTISSEMENT

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera, sans frais, au titulaire les pièces nécessaires.

9 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

9.1 PRÉSENTATION DES FACTURES

Le titulaire adressera ses factures :

- mensuellement, avant le 15 du mois suivant, pour la partie forfaitaire ;
- dans un délai de 15 jours pour la partie hors forfait :
 - après réalisation de la prestation pour les interventions non urgentes ;
 - après la réception du bon de commande pour les interventions urgentes (ayant fait l'objet d'un devis de régularisation)

La facturation des prestations traitées à prix unitaires est séparée de celle des prestations forfaitaires.

Conformément aux articles L.2192-1 à 7 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés conclus avec l'État ont l'obligation de transmettre leurs factures sous format électronique.

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016, déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée. Le titulaire a deux possibilités :

- adresser ses factures au « concentrateur¹ » par EDI :
 - en les adressant directement au « concentrateur » de factures de la personne publique ;
 - en demandant à un opérateur de se raccorder au « concentrateur » et de transmettre les factures au « concentrateur ».
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index

¹ Le concentrateur est le dispositif de traitement automatisé des données, géré par l'AIFE pour l'État

- en déposant ses factures ;
- en saisissant en ligne ses factures par le portail.

Pour connaître les préalables techniques et réglementaires :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

chorus-demat@interieur.gouv.fr

Numéro de SIRET du SGAMI EST : **11000201100044**

Numéro de Service Exécutant (SE) : **MI5PLTF057**

➔ **Mentions obligatoires :**

Outre les mentions légales, la facture comprend obligatoirement les indications suivantes :

- le numéro d'Engagement Juridique Chorus (EJ composé de 10 caractères numériques) ;
- la date du marché ;
- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier du titulaire du marché ;
- la référence de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou du répertoire des métiers ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- le montant hors taxes (HT) ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC) en chiffres et en lettres ;
- le numéro et la date de la facture.

Si le titulaire se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre élément, il est prié de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'une notification au titulaire afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente (30) jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées.

Le pouvoir adjudicateur ne procédera au paiement qu'après réception de la facture modifiée ou des avoirs correspondants.

9.2 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont réglées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures (date d'horodatage par le système d'information budgétaire et comptable de l'État).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le calcul des intérêts moratoires s'effectue sur la base du montant total TTC des prestations, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, révisions et pénalités.

9.3 PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf mention contraire prévue à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 12 du CCAG-FCS.

9.4 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le règlement des sous-traitants s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire dispose de quinze jours (15) à compter du dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro par le sous-traitant pour accepter ou refuser la demande de paiement.

10 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier constat, ou le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le constat de manquement aux obligations contractuelles se matérialise par tout écrit faisant foi (courrier, mail).

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire. Ce dernier reste donc redevable de l'ensemble des prestations dues au titre du présent marché, y compris celles ayant fait l'objet desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit de renoncer à l'application de tout ou partie de ces pénalités s'il le juge opportun, au regard des explications fournies par le titulaire.

Les pénalités définies en Annexe 1 sont cumulables.

En cas de retard ou de manquements constatés imputables au titulaire, les pénalités figurant en Annexe 1 lui sont appliquées.

11 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Conformément aux dispositions de l'article 9 CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit des contrats d'assurances dont les garanties permettent de couvrir toute l'ampleur des prestations.

Pour ce faire, il produit une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, les garanties souscrites et tout dommage corporel, sans limite.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par la personne publique ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par la personne publique est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état et d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou leur exécution.

12 RÉSILIATION

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation par la personne publique, pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 5 % du montant initial du marché hors taxes, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Si la résiliation du marché est liée à la fermeture définitive de la structure par décision ministérielle dans le cadre de réorganisations de l'État, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

En cas de violation des obligations mentionnées au présent document, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité. Il en est de même en cas d'inexactitude dans les documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, la personne publique se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13 MÉDIATION

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir :

- le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.
- au médiateur des entreprises : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> ;
- au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

14 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et *notamment la signature de « la charte RFR »*, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, le Tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent en la matière.

Tous les documents, mémoires, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 DÉROGATIONS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS:

Article du CCAP	Article du CCAG
10 Pénalités	14.1.1 et 14.1.3

17 ANNEXES

ANNEXE 1 : PÉNALITÉS